

49 MESURES POUR AMÉLIORER LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ET LA SÉCURITÉ DAN LE NORD-CAUCASE

Un rapport de l'initiative pour les droits de l'Homme et la sécurité,
Centre pour les études stratégique et internationale,
et de la Robert Bosch Stiftung



Auteur
Sarah E. Mendelson

Septembre 2007

Robert Bosch Stiftung



49 MESURES POUR AMÉLIORER LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ET LA SÉCURITÉ DAN LE NORD-CAUCASE

Un rapport de l'initiative pour les droits de l'Homme et la sécurité,
Centre pour les études stratégique et internationale,
et de la Robert Bosch Stiftung

Auteur

Sarah E. Mendelson

Traduit de l'anglais par Bruno Tertrais

Septembre 2007

Robert Bosch Stiftung



A propos du CSIS

Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) cherche à promouvoir la sécurité et la prospérité mondiales dans une époque de transformation économique et politique, en proposant des évaluations stratégiques et des options politiques concrètes aux décideurs. Il regroupe plus de 25 programmes organisés autour de trois thèmes: politique de défense et de sécurité; défis mondiaux; et transformations régionales.

Fondé en 1962 par David M. Abshire et l'amiral Arleigh Burke, le CSIS est une organisation non partisane, à but non lucratif, situés à Washington, D.C., qui comprend plus de 220 employés permanents et un vaste réseau d'experts affiliés. L'ancien sénateur américain Sam Nunn est devenu président du conseil de surveillance du CSIS en 1999, et John J. Hamre dirige le CSIS, en tant que président et directeur général, depuis 2000.

Le CSIS ne prend pas de positions l'engageant en tant qu'institution; de ce fait, les vues exprimées ici ne représentent que celles de l'auteur ou des auteurs.

A propos de la Robert Bosch Stiftung

Créée en 1964, la Robert Bosch Stiftung GmbH est l'une des principales fondations allemandes, associée à une entreprise privée. Elle incarne les œuvres philanthropiques et sociales de son fondateur Robert Bosch (1861–1942) et met en œuvre son héritage d'une manière adaptée à l'époque contemporaine. La Robert Bosch Stiftung est principalement active dans les domaines des relations internationales, de la santé et de l'éducation.

© 2007 par le Center for Strategic and International Studies. Tous droits réservés.

Photo de couverture: © atelier de l'UNICEF / Yaser Osterkhanov/2006. La photographie de Yaser Osterkhanov faisait partie d'une exposition photographique organisée par l'UNICEF en novembre 2006, « La Tchétchénie à travers les yeux des enfants ». Elle est commentée par Osterkhanov, un orphelin de douze ans, en ces termes : « Dans mes photos, j'ai essayé de dire aux adultes que nous, les enfants de Tchétchénie, avons besoin de soin et de protection ».

Center for Strategic and International Studies
1800 K Street, N.W.
Washington, D.C. 20006
Tel: (202) 887-0200
Fax: (202) 775-3199
Web: www.csis.org

Robert Bosch Stiftung GmbH
Heidehofstr. 31
70184 Stuttgart, Germany
Tel: 49-711-46084-140
Fax: 49-711-46084-158
Web: www.bosch-stiftung.de

Table des matières

Remerciements	iv
Résumé pour décideurs	v
Cadre general	vi
Tchéchénie: réunion de brainstorming, mai 2005	1
Améliorer l'impact de la surveillance du respect des droits de l'Homme: Atelier de travail avec les auteurs et les « consommateurs » de rapports sur le Nord-Caucase, mars 2006	6
Conditions sociales et instabilité au Nord-Caucase, octobre 2006	11
A propos de l'auteur	17

Remerciements

L'Initiative pour les droits de l'Homme et la sécurité du CSIS et la Fondation Robert Bosch souhaitent remercier Fiona Hill et la *Brookings Institution* pour avoir engagé ce programme avec nous en mai 2005 d'une manière très professionnelle et collégiale. Dmitri Ivanov a joué un rôle majeur dans cette entreprise.

Nous souhaitons remercier les 83 participants qui sont venus à Berlin entre mai 2005 et octobre 2006, et tout particulièrement le groupe central des 16 participants qui ont fait le déplacement à plusieurs reprises. Leur disponibilité à passer plusieurs weekends loin de leurs familles, pour débattre d'une manière franche et constructive, des questions difficiles relatives à ce qu'il est possible de faire pour aider les populations du Nord-Caucase a été une source d'inspiration.

Nous souhaitons remercier les multiples institutions et gouvernements qui ont participé à la prise en charge des frais de voyage, ainsi que la Fondation Glaser Progress et l'*Open Society Institute* pour leur soutien.

Il aurait été tout simplement impossible de tenir ces réunions sans le travail acharné et la disponibilité (ainsi que la patience) de nombreux membres de la Fondation Bosch et du CSIS. En particulier, nous souhaitons remercier Claudia Fisches, Ira Golenkova, Nancy Lord, Alina Tourkova, et Jessica Scholes.

Résumé pour décideurs

Il est impératif, pour des raisons relatives à la sécurité et aux droits de l'Homme, que les donateurs accordent davantage d'attention aux régions du Nord-Caucase. A ce jour, le gouvernement russe a compliqué, et parfois restreint, la capacité des donateurs à s'impliquer dans cette région. Dans le même temps, la communauté internationale a trop souvent fait preuve d'ambivalence dans sa réponse aux besoins sur le terrain.

Ce mémorandum résume des dizaines de recommandations pratiques spécifiques qui sont issues de plusieurs jours de discussions tenues à Berlin au siège de la *Robert Bosch Stiftung* en mai 2005, mars 2006, et octobre 2006, avec des représentants de haut niveau d'organisations internationales, de gouvernements, et d'organisations non-gouvernementales (ONG). La règle de *Chatham House* était en vigueur ; en conséquence nous ne donnons pas de liste de participants, et nous n'attribuons pas à l'un ou l'autre des participants l'une ou l'autre de nos recommandations spécifiques.

Une somme considérable de recommandations a été proposée, parmi lesquelles:

- Une plus grande coordination des donateurs;
- Un soutien accru sur le terrain pour les groupes issus de la société civile – en particulier les ONG et les médias indépendants;
- Un accent sur les projets destinés à la prochaine génération;
- Une responsabilisation accrue des organisations internationales s'impliquant dans la région;
- Une politique de la main tendue envers le gouvernement russe;
- Un accroissement de l'investissement privé dans le Nord-Caucase;
- Une approche multidisciplinaire en vue de faire progresser l'Etat de droit dans la région.

Alors que nous approchons du troisième anniversaire des événements de Beslan et du premier anniversaire du meurtre de la journaliste russe Anna Politkovskaya, nous proposons ces recommandations comme un appel, destiné à la fois au gouvernement russe et à la communauté internationale, à engager des moyens pour contribuer à assurer la sécurité et le respect des droits de l'Homme de ceux qui vivent au Nord-Caucase – en se préoccupant tout particulièrement de la prochaine génération.

Cadre général

Depuis plus d'une décennie, le Nord-Caucase est à la fois un théâtre et une source de violence, d'instabilité, et de terrorisme, et ce de façon de plus en plus marquée. A la suite du cessez-le-feu qui avait mis un terme à la première guerre tchétchène fin 1996, des attentats terroristes et des incursions au Daghestan incitèrent le gouvernement russe à renvoyer des troupes fédérales en Tchétchénie en octobre 1999. Le conflit militaire qui s'ensuivit fut à l'origine d'un nombre massif de victimes civiles et militaires, de flots de réfugiés, de brutalités révoltantes contre des civils, et d'une recrudescence d'actions terroristes dans le sud de la Russie et ailleurs sur le territoire. Parmi les épisodes les plus dramatiques figurent la prise d'otages du théâtre de Moscou en octobre 2002, deux avions abattus et un attentat dans le métro du centre de Moscou en août 2004, le raid meurtrier contre une école de Beslan (Ossétie du nord) en septembre 2004, et en octobre 2005 un assaut contre les forces de police et de sécurité par un groupe de jeunes et de terroristes de la région à Nalchik, la capitale de la Kabardino-Balkarie.

D'autres explosions de violence, moins spectaculaires et moins remarquées par la presse occidentale, visant des civils et des officiels, ont eu lieu presque quotidiennement depuis plusieurs années maintenant en Russie méridionale. En sus de ces actes de violence ouverte, des tensions profondes entre de nombreux groupes ethniques de la région, la brutalité rampante de la police, dit-on, et la pauvreté endémique, ont conduit certains observateurs à présenter la région comme un terreau propice au développement de l'extrémisme et à la radicalisation islamique.

Cette situation périlleuse a conduit de nombreux responsables politiques, et avec eux la communauté des donateurs, en Russie et ailleurs, à conclure à la quasi-impossibilité de faire quoique ce soit pour accroître la sécurité et la stabilité de la région. La réaction internationale a souvent été profondément confuse, ambivalente, et inefficace. Au sein d'une même organisation, l'on peut trouver à la fois des personnes désireuses de stigmatiser, sanctionner et isoler le gouvernement russe, et d'autres essayant sans relâche de maintenir ouverts les canaux de communication, même lorsque le résultat s'avère minime.¹

A l'inverse d'autres conflits dans le monde pour lesquels l'expertise, la volonté politique et des fonds considérables ont été mis en oeuvre pour s'attaquer à la violence, afin de la faire diminuer ou d'en contenir les effets, de bien moindres efforts ont été engagés pour ce qui concerne la Tchétchénie et d'autres parties du Nord-Caucase. En collaboration avec de nombreux experts et activistes – au sein des gouvernements et en-dehors de ceux-ci, aux Etats-Unis, en Europe et en Russie – nous avons tenté de remédier à cette inactivité, en mettant en place des réseaux internationaux d'action politique et en conduisant des recherches ayant pour but de développer un ensemble de recommandations. Ensemble, nous

¹ Sarah E. Mendelson, "Anatomy of Ambivalence: The International Community and Human Rights Abuse in the North Caucasus," *Problems of Post-Communism* 53, no. 6 (November/December 2006): 3–15.

avons organisé une série de réunions avec pour objectif de débattre sur la manière d'améliorer les conditions de vie des populations du Nord-Caucase. En mai 2005, nous avons initié ce processus avec Fiona Hill de la *Brookings Institution* et organisé une réunion à haut niveau sans précédent, impliquant 40 praticiens d'organisations telles que la Banque mondiale, l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, et diverses agences des Nations Unies, afin de produire des idées et d'identifier les étapes possibles pour la communauté internationale sur la question du Nord-Caucase.

Cette première réunion, qui s'est tenue à la Fondation Bosch à Berlin, a servi de modèle et a généré des dizaines de recommandations destinées à la communauté internationale – y compris la nécessité de tenir d'autres réunions et d'entreprendre davantage de recherches, ce à quoi le CSIS s'est employé.

En mars 2006, le CSIS et la Fondation Bosch ont organisé une deuxième réunion, sur le modèle de la première, mais cette fois consacrée à l'amélioration de l'impact de la surveillance des droits de l'Homme dans la région. Nous nous sommes acquittés de cette tâche en réfléchissant aux moyens d'améliorer l'impact des approches traditionnelles de la surveillance, tels que les rapports, et aux approches innovantes, telles que l'usage de la vidéo – ce à quoi nous avons été initiés par WITNESS, une ONG pionnière dans l'utilisation des films pour documenter les violations des droits de l'Homme.² Nous avons aussi invité des « consommateurs » de rapports – des responsables de haut rang, en fonction ou ayant été en fonction, provenant de divers gouvernements et organisations internationales – afin de mieux comprendre le contexte dans lequel ils reçoivent les rapports, et comment il serait possible d'améliorer la présentation de ces rapports afin de les rendre plus utiles. Cette réunion a donné lieu à un ensemble de recommandations destinées à la communauté des ONG, ainsi qu'aux donateurs et aux Etats membres des organisations internationales, telles que le Conseil de l'Europe.

En octobre 2006, le CSIS et la Fondation Bosch ont organisé une troisième réunion, au cours de laquelle nous avons communiqué les résultats d'une enquête-test sur le Nord-Caucase. Conduite par la *Levada Analytic Center*, écrite et analysée par le CSIS, l'enquête avait impliqué 1200 hommes, âgés de 16 à 39 ans, au Daghestan, en Kabardino-Balkarie, et en Ossétie du nord.³

² Cette présentation a conduit, au bout du compte, à une collaboration entre WITNESS et l'organisation russe *Memorial* pour la production du film *The Crying Sun: The Impact of War in the Mountains of Chechnya*. Pour visionner ce film, voir http://www.witness.org/index.php?option=com_rightsalert&Itemid=178&task=view&alert_id=56.

³ En sus des réunions de Berlin, le CSIS a accueilli deux ateliers de travail en mai et en juillet 2006 à Washington, D.C., qui ont réuni des experts du terrorisme, du développement, et de la région, afin de débattre des nombreux facteurs susceptibles d'affecter la radicalisation et du rôle que l'aide peut jouer à cet égard, que ce soit dans un sens positif ou négatif. L'enquête et les réunions de Washington ont été rendues possibles par la générosité financière de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international [*U.S. Agency for International Development (USAID)*]. Voir Theodore P. Gerber and Sarah E. Mendelson, "Cauldron of Terrorism or Bowl of Kasha? What Survey Data Say about the North Caucasus," CSIS, July 2006, http://www.csis.org/media/csis/pubs/csis_north_caucasus_report1.pdf; et Theodore P. Gerber and Sarah E. Mendelson, "Security through Sociology: The North Caucasus and the Global Counterinsurgency Paradigm," manuscript non publié, juillet 2007.

Cette enquête explorait plusieurs questions très souvent considérées comme étant des facteurs de radicalisation des individus : les conditions socio-économiques, l'échec des institutions politiques, les abus d'autorité, la corruption, la marginalisation ethnique ou nationale, et les attitudes vis-à-vis de l'islam. L'enquête explorait également les attitudes envers différentes sortes d'assistance étrangère. Plusieurs donateurs nous ont parlé de leur travail en cours dans la région, et nous avons débattu de ce qu'il conviendrait de faire de plus.⁴ Cette réunion a, elle aussi, donné lieu à une série de recommandations sur la manière d'améliorer les conditions sur le terrain.

Le présent mémorandum résume les dizaines de recommandations qui sont issues des trois réunions. Aucune de ces réunions n'a débouché sur un document recueillant l'assentiment de tous, et il ne fait pas de doute que certaines de ces recommandations seront contestées par certaines personnes ou organisations, au sein des gouvernements ou en-dehors de ceux-ci. De plus, il existe de nombreuses mesures, au-delà des celles qui sont présentées ici, qui seraient utiles et pourraient être adoptées. En offrant ces recommandations, nous sommes bien conscients de leurs limites, ainsi que des difficultés qu'il peut y avoir à susciter la volonté politique nécessaire pour leur mise en œuvre. Nous le faisons toutefois en étant persuadés qu'elles contribueraient, si elles étaient mises en œuvre dans leur ensemble, à la sécurité et à la stabilité dans la région.

Sarah E. Mendelson

Directeur

CSIS Human Rights & Security Initiative

Carsten Lenk

Responsable de programmes

Robert Bosch Stiftung

⁴ A la suite, notamment, de cette réunion et d'autres efforts d'USAID, cette dernière organisation a publié en printemps 2007 un appel à candidatures pour le Programme d'échanges et de développement du Nord-Caucase destiné à la jeunesse [*North Caucasus Youth Exchanges and Development Program*]. Pour les détails, voir <http://www.grants.gov/search/search.do?mode=VIEW&oppId=14043>.

49 mesures pour améliorer la situation des droits de l'Homme et la sécurité dans le Nord-Caucase

Tchéchénie: réunion de brainstorming, mai 2005

Les suggestions des participants ont été regroupées en trois grands thèmes:

1. Multiplication des dialogues politiques sur la Tchétchénie et le Nord-Caucase;
2. Efforts de coordination de l'assistance actuelle et future à la Tchétchénie et au Nord-Caucase par la communauté des donateurs; et
3. Points d'ancrage pour travailler avec les gouvernements.

Multiplication des dialogues politiques sur la Tchétchénie et le Nord-Caucase

1. Encourager et soutenir l'organisation d'une série de conférences sur la Tchétchénie et le Nord-Caucase

Ces conférences internationales prolongeraient les travaux de la réunion de Berlin, et aborderaient l'ensemble des questions particulières soulevées ici, y compris : comment hiérarchiser et opérationnaliser la fourniture de différentes formes d'assistance humanitaire, de reconstruction ou de développement ; comment créer les conditions qui feraient en sorte que l'assistance ne soit plus nécessaire ; comment les progrès devraient être surveillés et mesurés ; comment assurer le meilleur équilibre entre possible entre les aspects humanitaires et sécuritaires (par exemple, contreterrorisme) du conflit tchéchène ; comment soutenir plus efficacement les activités des ONG dans le Nord-Caucase ; où cibler l'assistance dans le Nord-Caucase (seulement dans les régions immédiatement voisines de la Tchétchénie ou dans l'ensemble du District fédéral sud de la Russie ?) ; nécessité ou non d'inclure le Sud-Caucase dans la réflexion sur le Nord-Caucase – et si oui, comment ? L'organisation des ces réunions serait prise en charge par différentes organisations, mais

chaque réunion comprendrait un groupe central de participants à la réunion de Berlin, afin d'assurer une certaine continuité.

2. Soutenir la création d'un groupe de travail international sur le Nord-Caucase

Ce groupe – qui réunirait le petit nombre d'experts internationaux effectuant des recherches sur le Nord-Caucase – serait à la disposition des donateurs, des responsables politiques, et des membres de la communauté internationale. Il se réunirait de manière régulière, autour d'un petit noyau de membres, pour débattre de la situation en matière de sécurité et de droits de l'Homme, ainsi que des stratégies des donateurs et des gouvernements pour le Nord-Caucase. Ce groupe explorerait différents thèmes, et, là où cela sera approprié, impliquerait des responsables gouvernementaux russes ainsi que des observateurs extérieurs pour débattre de problèmes-clés. Parmi les sujets possibles figurent le développement de méthodes destinées à fournir une évaluation correcte des conditions locales dans la région et à assurer le suivi de l'attitude des populations locales ainsi que de leurs besoins; les modalités et les conditions d'une réforme du secteur de la sécurité; et les mécanismes appropriés pour accroître la coordination entre donateurs. De plus, on peut imaginer que ce groupe envisagerait la création et la gestion d'une base de données complète d'informations sur les conditions en Tchétchénie et dans le Nord-Caucase, qui pourrait aussi être alimentée par des informations données par les autorités russes, et être mise à la disposition des chercheurs russes.

3. Organiser une réunion avec la communauté des spécialistes de la résolution des conflits internationaux

Il s'agirait, soit dans le cadre du groupe du groupe de travail mentionné plus haut, soit de manière séparée, de faire se rencontrer les experts internationaux du Nord-Caucase et les spécialistes de la résolution des conflits internationaux, pour échanger des expériences et définir des idées de priorités pour la Tchétchénie, à partir de l'expérience acquise au cours de divers conflits internationaux et autres situations pertinentes.

4. Lancer une initiative diplomatique ou de "sages"

En application du modèle utilisé pour l'Irlande du nord, et en tirant parti de l'affectation par le Conseil de l'Union européenne et le gouvernement britannique de représentants spéciaux pour le Sud-Caucase, un diplomate ou un responsable politique expérimenté pourrait se voir confier une mission relative au Nord-Caucase, pour accroître la visibilité de la région dans les capitales européennes. Cette personnalité se coordonnerait avec les multiples organisations européennes impliquées à la fois dans la gestion des relations avec la Russie et dans l'assistance au Nord-Caucase. Son mandat comprendrait également l'identification des enseignements pertinents que l'on peut tirer d'autres conflits.

5. Modifier les termes du débat sur la Tchétchénie afin de mettre l'accent sur les implications en matière de sécurité des violations des droits de l'Homme et de leur impunité

Cet effort consisterait en un accroissement de la connaissance et de la compréhension, au sein de la Fédération de Russie et de la communauté euro-atlantique, des implications en matière de sécurité des violations des droits de l'Homme et de leur impunité (l'absence de poursuite de ceux qui commettent de tels crimes) – tout particulièrement les liens entre de telles violations et le soutien aux insurgés et aux terroristes au sein de la population tchétchène. Cette campagne contribuerait aussi à valoriser ce que l'on appelle fréquemment l'approche en termes de "sécurité humaine", au sein du gouvernement russe, d'autres gouvernements, et de la communauté des donateurs, en mettant l'accent sur le fait que les questions de droits de l'Homme devraient être considérées comme faisant partie intégrante de l'ensemble des problèmes sécuritaires, humanitaires, socio-économiques, et politiques de la région.

6. Organiser une réunion consacrée à la définition de scénarios

Une réunion d'experts se pencherait sur la définition de modèles alternatifs de gouvernance pour la Tchétchénie, à partir d'un cadre de multipartisme et en tenant compte du contexte local.

7. Créer une "Commission de la vérité et de la réconciliation"

Tenant compte de l'expérience de l'Afrique du sud et d'autres situations de conflit, la communauté internationale pourrait soutenir la création d'une Commission de la vérité et de la réconciliation ou d'un ensemble similaire d'activités relatives à la justice de transition, qui pourrait être de nature à favoriser le dialogue entre Tchétchènes, et entre Russes et Tchétchènes.

Coordination des efforts d'assistance

8. Organiser une conférence des donateurs

Cette conférence réunirait des représentants de gouvernements européens et d'organisations internationales afin de coordonner leurs efforts, ainsi que l'ampleur et le montant total de l'assistance. Lors de cette réunion, certaines sessions verraient la participation d'experts non-gouvernementaux appartenant au Groupe de travail sur le Nord-Caucase (mentionné ci-dessus), dans le but de contribuer à définir la meilleure manière d'affecter tel ou tel type d'assistance au Nord-Caucase. Cette conférence envisagerait aussi de définir les conditions qui pourraient être attachées afin de faciliter l'action des donateurs.

9. Accroître les fonds alloués par les donateurs aux droits de l'Homme et à l'Etat de droit

Cet effort consisterait en une campagne destinée à accroître les fonds alloués à la région par les gouvernements individuels et les organisations internationales. En sus de la recherche de fonds additionnels, il y aurait,

en parallèle, une réévaluation des stratégies et des mécanismes de conduite de l'assistance au Nord-Caucase. Une attention particulière serait accordée aux droits de l'Homme et aux médias, ainsi qu'aux efforts de soutien et de réponse aux besoins des populations locales.

10. Développer des programmes destinés à la “prochaine génération”

Les donateurs devraient accorder une priorité toute particulière au soutien de la “prochaine génération” au Nord-Caucase, notamment en Tchétchénie, où la jeunesse a grandement souffert de la guerre. Les programmes des donateurs devraient comprendre, entre autres, la création d'opportunités pour les jeunes du Nord-Caucase de rencontrer leurs homologues de toute la région, plutôt que seulement ceux du voisinage, ainsi que d'ailleurs en Russie, ainsi que ceux d'autres pays. Il s'agirait, pour ces programmes, de créer des réseaux de jeunes gens qui soient centrés sur des préoccupations communes, d'établir un dialogue politique à propos de l'avenir, et de s'attaquer aux questions relatives à la réconciliation.

11. Développer les programmes d'éducation

Les donateurs pourraient, de surcroît, répondre aux besoins des jeunes du Nord-Caucase en mettant en place des bourses pour étudier à l'étranger, ainsi qu'en fournissant des programmes de soutien pour les universités de Tchétchénie et d'autres régions frappées par le malheur (éventuellement à travers des programmes de jumelage avec des universités et des écoles d'ailleurs en Russie, d'Europe, ou d'Amérique du nord). Ces programmes comprendraient l'amélioration de l'accès à l'Internet, la distribution de textes universitaires, la fourniture de programmes scolaires et des matériels éducatifs associés, et le développement des bibliothèques, ainsi qu'un soutien moral et des conseils destinés au corps professoral et aux étudiants, à travers des tutorats exercés par des institutions partenaires.

12. Développer les programmes de santé publique

Les donateurs devraient traiter les crises multiples et spécifiques de santé publique qui affectent le Nord-Caucase, en s'attachant tout particulièrement à l'impact de la guerre sur le peuple tchétchène, par exemple en développant des programmes destinés à aider les victimes des mines, des tortures, des viols, et à régler les problèmes environnementaux.

13. Soutenir le développement des capacités à agir de la communauté des ONG et des droits de l'Homme

Les gouvernements européens et les organisations internationales devraient accroître leur soutien aux organisations traitant des droits de l'Homme, locales et nationales, au Nord-Caucase et en Russie, en s'efforçant tout particulièrement de développer la capacité à agir de la “prochaine génération” d'activistes (en parallèle avec les efforts mentionnés plus haut de soutien de la prochaine génération au Nord-Caucase). Les donateurs devraient tout particulièrement concentrer leurs efforts sur le développement de la planification stratégique et de l'aptitude

à la communication au sein de la prochaine génération d'activistes et d'organisations, et être prêts à offrir leur soutien sur le long terme. Le Groupe de travail sur le Nord-Caucase que nous avons proposé pourrait aider au développement de réseaux et de capacités appropriées, de telle sorte que les donateurs aient accès à des sources fiables d'information concernant les ONG indépendantes (à distinguer des ONG servant de paravent à un gouvernement) avant de procéder à l'allocation de fonds.

14. Améliorer l'impact de la surveillance

Les donateurs et les organisations non-gouvernementales devraient développer des stratégies spécifiques destinées à accroître l'impact de la surveillance quotidienne et mensuelle du respect des droits de l'Homme. Il serait tout particulièrement important que les Nations Unies et les ONG puissent mettre en place des structures communes pour le recueil de l'information et la dissémination des observations sur le terrain, qui puissent être mises à profit pour les actions subséquentes. Parmi les autres activités de cet ordre, on peut imaginer l'amélioration, au Nord-Caucase, des capacités dans le domaine de l'expertise légale.

15. Assurer une présence des organisations internationales en Tchétchénie

Les Nations Unies et l'Union européenne devraient accepter les propositions et invitations faites par le gouvernement russe relatives à la mise en place d'une présence officielle en Tchétchénie. Un bureau d'assistance des Nations Unies, par exemple, aurait la capacité de développer les relations avec les ONG, de fournir un cadre permanent de soutien local, et de surveiller directement la situation sur le terrain.

16. Développer et disséminer l'information sur le droit au retour

Les Nations Unies devraient travailler directement avec les ONG locales au Nord-Caucase au développement de nouveaux outils d'information aux populations déplacées, à la fois en Tchétchénie et hors de Tchétchénie, afin d'assister ces dernières dans leur réinstallation et dans la reconstruction de leurs logements et de leurs vies.

Points d'ancrage

17. Créer un compendium d'informations relatives au respect du droit international

Il serait opportun d'accorder un soutien à une organisation non-gouvernementale indépendante et respectée par tous (traitant notamment des questions de droits de l'Homme et de droit humanitaire) pour la création d'un compendium d'informations relatives au respect, ou aux violations, par la Russie de ses obligations internationales relatives à la Tchétchénie. Un tel compendium pourrait constituer une référence pour les Etats et les organisations internationales lors de leurs réunions avec la Fédération de Russie.

18. Débattre de l'accroissement de la menace terroriste avec le gouvernement américain

Les responsables politiques européens devraient, lorsqu'ils abordent la question de la Tchétchénie avec leurs homologues américains, suggérer que les stratégies et des tactiques du gouvernement russe au Nord-Caucase pourraient bien avoir accru la menace terroriste plutôt que l'avoir contenue. Là où c'est possible, les approches européennes devraient être coordonnées avec les efforts américains. Le problème de la menace terroriste devrait figurer régulièrement sur l'agenda des discussions américano-européennes relatives à la politique à conduire à l'égard de la Russie.

19. Approfondir, entre membres de l'Union européenne, la question de l'accroissement de la menace terroriste en provenance du Nord-Caucase

Les Etats membres de l'Union européenne devraient concrétiser la politique de l'UE relative aux "espaces communs de contreterrorisme" en accordant une attention particulière au Nord-Caucase en tant que cible d'intérêt et objet de préoccupation. Cette question devrait être traitée avec davantage de détail dans les discussions en cours entre l'Europe et la Russie. L'UE devrait également aborder la question de la sécurité humaine, et les problématiques qui lui sont associées, avec l'OTAN et les autres organisations de sécurité européenne.

Améliorer l'impact de la surveillance du respect des droits de l'Homme: Atelier de travail avec les auteurs et les "consommateurs" de rapports sur le Nord-Caucase, mars 2006

Les suggestions des participants sont regroupées en trois grandes catégories:

1. Suggestions pratiques destinées aux ONG et aux donateurs pour l'amélioration de l'impact de la surveillance du respect des droits de l'Homme;
2. Projets supplémentaires à entreprendre à la fois par les donateurs et les ONG; et
3. Thèmes et événements spécifiques qui pourraient être mis en avant par les ONG et les gouvernements.

Nouvelles tactiques et stratégies pour la rédaction des rapports et leur diffusion

1. Inclure des résumés à l'attention des décideurs

Il est nécessaire que les rapports soient détaillés et même, dans certains cas, d'une longueur considérable dès lors qu'il s'agit de documenter les violations; mais tous les rapports devraient être accompagnés, soit d'un

résumé en un paragraphe, soit, pour les rapports plus longs, d'un résumé à l'attention des décideurs, d'une longueur maximale de deux pages. Les résumés devraient comprendre les principaux résultats, une brève description du contexte, les principaux chiffres et tendances relatifs à la violence, ainsi que des recommandations ou demandes d'action spécifiques des ONG à destination des gouvernements ou des organisations internationales.

2. Inclure des citations

Les rapports sont particulièrement utiles lorsqu'ils comprennent des notes de bas de page ou des citations mentionnant des rapports et entretiens. Les rapports devraient contenir suffisamment d'information pour que tout lecteur soit en mesure de trouver la source d'une déclaration publique ou d'un rapport cité. Là où c'est nécessaire, les rapports peuvent citer des interviews anonymes (les interviews de témoins nommément cités ayant toutefois plus de poids). Là où c'est possible, les rapports devraient contenir des annexes comprenant la copie des correspondances avec les organismes officiels.

3. Coordonner la recherche et les actions de communication

Les ONG maximiseraient probablement leur influence et leur impact en coordonnant leur recherche, leurs messages, et en partageant les informations (telles que les listes de distribution) entre elles. Les rapports faits en commun sont appréciés des "consommateurs", et sont généralement considérés comme faisant davantage autorité et ayant davantage de crédibilité.

4. Délivrer le message en personne

Après la sortie d'un rapport, les ONG devraient, autant que faire se peut, réserver du temps pour rencontrer les représentants appropriés des gouvernements et des organisations internationales. Au sein des ministères des affaires étrangères et au Département d'Etat américain, les ONG devraient demander à rencontrer les responsables du secteur géographique concerné (par exemple, le bureau Russie), en sus de ceux qui traitent des questions de droit de l'Homme.

5. Améliorer le "timing" et le ciblage des actions de communication

Les ONG devraient délivrer leurs recommandations aux gouvernements et aux organisations internationales, lorsque c'est possible, quatre à six mois avant la l'organisation d'une grande réunion internationale. Les ONG devraient créer et partager entre elles des "calendriers d'action de communication" qui mentionneraient les rencontres internationales. Afin d'aider à la définition du message, les ONG devraient essayer d'imaginer le "grand titre" qui, idéalement, serait repris à l'issue du sommet, ainsi que les conversations et les débats qu'ils voudraient voir évoqués en priorité lors des réunions de dirigeants. Les ONG devraient écrire leurs recommandations ou demandes d'une manière qui favorise la génération de tel ou tel grand titre ou de telle ou telle conversation. Les ONG sont

encouragées à coordonner leurs messages et leurs rapports; comme il a été dit plus haut, un rapport commun ayant un message cohérent aura souvent davantage d'impact que des rapports multiples.

6. Soutenir le développement des capacités des ONG

Une réunion de suivi de celle qui s'est tenue à Berlin en mars 2006 devrait être organisée avec la participation de consultants en "communication stratégique", qui travailleraient en étroite coordination avec les ONG dans le but d'améliorer encore l'impact de leurs rapports et de leur communication. De manière spécifique, les consultants aideraient à développer les messages, à s'assurer qu'ils atteignent les bons destinataires, et à améliorer la forme ainsi que la dissémination des rapports. Une telle réunion devrait inclure autant de "producteurs" de rapports que possible. Chaque organisation participante soumettrait aux experts, avant la réunion, une ou plusieurs publications et travaillerait avec eux pour en améliorer la présentation. Une telle réunion devrait également débattre de l'utilisation de médias alternatifs et de stratégies de communication impliquant le recours aux photos, aux flux vidéo, et aux documents sonores. Les ONG pourraient également envisager de nouvelles manières de présenter l'information sur les disparitions, y compris en tenant compte des leçons tirées d'autres situations qui ont vu la disparition d'un grand nombre de civils, telles que celles du Chili ou de l'Argentine.

7. Soutenir des recherches supplémentaires

Il serait utile de conduire des recherches additionnelles et de produire des rapports couvrant spécifiquement les implications sécuritaires des violations des droits de l'Homme, afin de persuader les responsables politiques d'accorder une attention plus grande à la région et à ce problème. De telles recherches devraient être entreprises soit par les ONG, soit par les think-tanks, soit en collaboration. Les sujets couverts pourraient comprendre l'étude systématique des liens entre violations de droits de l'Homme et le développement de l'extrémisme, ou des liens entre conditions socio-économiques et le développement de l'extrémisme. Des rapports détaillant les violations commises par des insurgés seraient également les bienvenus, même s'il semble y avoir un manque considérable de données sur ce point. Un plus grand effort de contextualisation des violations et des brutalités pourrait donner au lecteur une image plus fidèle de l'état des lieux et des tendances dans ce domaine, s'agissant notamment de son accroissement ou de sa diminution. De telles tendances sont utiles aux responsables politiques lorsqu'il s'agit d'évaluer rapidement une situation.

8. Faire des recommandations pratiques

Là où c'est possible, les ONG devraient suggérer des recommandations très spécifiques à partir de leurs rapports. Les ONG pourraient bénéficier à cet effet de réunions supplémentaires avec des think-tanks, en Russie et hors de Russie, pour les aider à définir leurs messages à destination des

responsables politiques, ou avec des “consommateurs” gouvernementaux de leurs rapports – sur le modèle de ce qui avait été fait en mars 2006 – afin de mieux connaître le type de recommandations pouvant le plus facilement être mises en pratique. Les ONG pourraient à cet égard envisager des demandes relativement modestes, qu’elles pensent pouvoir être adoptées par le gouvernement russe; ce sont en effet de telles demandes qui ont le plus de chances de se retrouver inscrites sur l’agenda et les éléments de langage des présidents et des ministres aux Etats-Unis et en Europe. Là où c’est possible, les ONG devraient présenter des demandes identiques à la fois au gouvernement américain et aux gouvernements européens; la probabilité que l’un d’entre eux évoque la question est maximisée lorsque ceux qui ont la charge de l’évoquer savent que d’autres gouvernements évoquent la même question.

Au-delà des rapports

9. Développer des programmes d’éducation pour la région du Caucase

Les donateurs devraient mettre en place des bourses pour permettre aux jeunes de la région d’étudier en Europe et en Amérique du nord, et fournir des programmes de soutien aux universités et aux écoles de Tchétchénie et des régions avoisinantes (y compris, peut-être, à travers des programmes de jumelage avec des universités et des écoles d’autres régions de Russie, d’Europe, ou d’Amérique du nord). Ces programmes pourraient comprendre l’amélioration de l’accès à l’Internet, la distribution de textes universitaires, la fourniture de programmes scolaires et des matériels éducatifs associés, et le développement des bibliothèques, ainsi qu’un soutien moral et des conseils destinés au corps professoral et aux étudiants, à travers des tutorats exercés par des institutions partenaires.

10. Développer l’enseignement dans le domaine des droits de l’Homme dans les universités et les écoles russes

Les donateurs devraient soutenir la création de centres de recherche et de formation des professeurs dans les domaines des règles internationales en matière de droits de l’Homme et du droit humanitaire, et, de manière plus générale, sur un ensemble de questions liées au droits de l’Homme. Les donateurs devraient financer la traduction des textes et programmes existants, ainsi que leur dissémination dans le système éducatif russe.

Thèmes et événements de campagne

11. Accroître la responsabilisation au sein du Conseil de l’Europe (CdE)

Les ONG devraient utiliser les déclarations officielles comme instrument de mesure du respect des conventions et des lois. Les ONG devraient envisager une telle approche en particulier lorsque la Fédération de Russie préside le Comité des ministres du CdE. Les ONG devraient demander aux Etats membres et tout particulièrement au Comité des ministres la mise en valeur des résolutions et des recommandations de l’Assemblée

parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) (ainsi que celles contenues dans "Rapport Bindig" de juin 2005). Les ONG pourraient analyser les résultats de la demande faite aux autorités russes par le Comité des ministres en 2003, tendant au respect et à la mise en oeuvre des mécanismes juridiques russes existants qui permettent de mettre à la disposition de la justice les responsables d'exactions dans le domaine des droits de l'Homme. Les ONG devraient demander aux Etats membres de débattre du besoin d'une meilleure coopération de la part des autorités russes avec les organes de surveillance des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Tous les Etats membres devraient exiger des autorités russes qu'elles cessent immédiatement les représailles contre les plaidants russes – et ceux qui les représentent – qui en appellent à la Cour européenne des droits de l'Homme. S'agissant du suivi, les ONG pourraient développer des stratégies de communication pour les cas où de tels appels n'aboutiraient pas et où les représailles ne cesseraient pas. Tous les Etats membres devraient exiger des autorités russes la mise en oeuvre intégrale et immédiate des jugements de la Cour européenne qui concernent des plaidants russes, y compris ceux de la République tchétchène.

12. Publier les rapports et appeler à une plus grande transparence

Les ONG devraient donner davantage de visibilité à leurs campagnes accompagnant la sortie des rapports réalisés qui évaluent le respect par le gouvernement russe des droits de l'Homme et du droit humanitaire, par exemple, au Conseil de l'Europe ou par l'intermédiaire du Comité pour la prévention de la torture (CPT). Les Etats devraient demander une plus grande transparence et la publication de tous les rapports et évaluations du CPT dans le contexte de la surveillance par le Comité des ministres de la liberté d'expression et d'information en Russie.

13. Créer un compendium du respect des normes juridiques internationales

La création, par une ONG ou un consortium d'ONG, d'un compendium du respect par la Russie – ou des violations – des normes juridiques internationales concernant la Tchétchénie et le Nord-Caucase devrait être soutenue. Un tel compendium ou base de données pourrait être mise à profit par les Etats et les organisations internationales lors de leurs rencontres avec la Fédération de Russie.

14. Etablir des correspondances d'ADN pour les personnes manquantes ou disparues

La Commission internationale pour les personnes disparues (CIPD) est une organisation issue de la réunion du Groupe des Sept (1996), qui établit des correspondances d'ADN pour les personnes disparues du fait des conflits armés. Les ONG et les Etats membres devraient demander, au cours des réunions du Groupe des Huit et des réunions UE-Russie, que la CIPD élargisse sa mission et établisse un bureau au Nord-Caucase afin d'aider à l'excavation des charniers, identifier et faire correspondre les

restes, et créer un laboratoire d'ADN. (En juillet 2007, des fonds avaient été alloués par l'UE pour créer un laboratoire d'expertise médico-légale à Grozny.) Le gouvernement russe devrait sans délai aider cette entreprise et fournir une liste exhaustive des tués et des disparus.

Conditions sociales et instabilité au Nord-Caucase, octobre 2006

Les suggestions des participants ont été regroupées en deux grandes catégories:

1. Les activités ayant pour but d'accroître la coordination des donateurs; et
2. Les domaines et programmes spécifiques qui devraient faire l'objet d'un soutien de la part de la communauté des donateurs.

Vers une plus grande coordination

1. Accroître la coordination entre donateurs

Il serait opportun de constituer un Groupe des donateurs pour le Nord-Caucase, qui se réunirait régulièrement pour coordonner les plans et les programmes d'une stratégie à long terme, et permettre aux donateurs d'être souples et réactifs dans leur réponse aux besoins locaux et à l'évolution des conditions sur le terrain. Ce groupe des donateurs comprendrait à la fois les donateurs publics et privés, se réunirait une fois par trimestre, et, dans l'intervalle, correspondrait par voie électronique (*listserv*) ou, en tant que de besoin, par téléconférence. Le Groupe des donateurs s'engagerait fermement à soutenir le travail dans le domaine des droits de l'Homme, ainsi que les organisations humanitaires, et devraient continuer à se réunir avec les ONG. Un tel groupe respecterait un principe de rotation de la présidence, selon un mécanisme défini par ses membres.

2. Evaluer le travail réalisé jusqu'à présent

Les donateurs publics et privés, les ONG, ainsi que les experts, pourraient tous bénéficier de la création d'une base de données recensant les projets entrepris dans la région, identique à celle qui a été mise en place par ONUSIDA concernant les efforts relatifs à la prévalence du virus HIV en Russie. Les donateurs pourraient envisager de financer une évaluation indépendante séparée du travail de terrain qui a été soutenu ces dernières années, afin de maximiser l'impact des ressources qui demeurent. Une telle évaluation pourrait comprendre un effort de documentation précise des ressources existantes, et un bilan du volume des fonds alloués, d'une part, aux ONG et aux problèmes relatifs aux droits de l'Homme, et, d'autre part, à la santé et à l'éducation dans le Nord-Caucase. Autre piste à explorer: les relations entre les donateurs et le gouvernement russe, afin de mieux comprendre pourquoi les autorités russes semblent ne pas faire

confiance aux donateurs. Les attitudes des populations envers l'assistance étrangère pourraient également faire l'objet d'une évaluation à partir des données existantes. De même, une évaluation et un catalogue des accords entre les donateurs et la Fédération de Russie seraient utiles pour identifier les accords dont le bilan est positif. Ensemble, les donateurs et les ONG devraient mettre en place un inventaire des projets soutenus, avec leurs résultats. Enfin, il serait utile de tenter de repérer, à travers une évaluation, les programmes et les projets qui intéressent particulièrement le gouvernement russe et reçoivent ainsi son soutien (tels que ceux qui concernent la distribution d'eau et de nourriture), et ceux que les autorités fédérales ont peu de chances de soutenir (tels que le développement des capacités des ONG).

3. Accroître les consultations avec le gouvernement russe: étape 1

Afin de contribuer à accroître la coordination entre donateurs et le dialogue avec les responsables gouvernementaux russes, les donateurs devraient demander la tenue de réunions trimestrielles entre donateurs et représentants de haut niveau du gouvernement russe. La Banque mondiale ou une agence du système des Nations Unies pourrait prendre la tête de cet effort. Une coordination accrue entre les Nations Unies, la Banque mondiale, et les Etats européens pourrait également avoir lieu lors de la préparation des rencontres entre l'UE et la Fédération de Russie.

4. Accroître les consultations avec le gouvernement russe: étape 2

Les participants aux réunions tenues à la Fondation Bosch à Berlin se félicitent des occasions de dialoguer avec des représentants de haut niveau du gouvernement russe sur les questions relatives au Nord-Caucase et sur des mesures concrètes pour accroître l'investissement dans la région. Toute délégation gouvernementale russe devrait, dans l'idéal, comprendre des représentants du niveau fédéral et des représentants du niveau local. Les ONG russes devraient également participer à une telle réunion, qui se tiendrait dans un lieu à déterminer.

5. Attirer les milieux d'affaires dans le Nord Caucase

De nombreuses études montrent que les niveaux de pauvreté dans cette région sont beaucoup plus élevés qu'ailleurs en Russie. Les conditions sociales sont mauvaises et les besoins ne sont pas remplis. Les donateurs devraient travailler ensemble au développement d'une stratégie visant à attirer les milieux d'affaires dans la région et à évaluer la nature des barrières à l'investissement. Une première étape possible consisterait à impliquer le programme de responsabilité sociale de l'entreprise Microsoft, intitulé *Unlimited Potential*.

6. Promouvoir un processus d'appel concernant l'Etat de droit

La communauté des donateurs devrait aborder la question du soutien aux droits de l'Homme et à l'Etat de droit de la même manière que celle des besoins humanitaires – en définissant clairement quels programmes et ressources sont nécessaires à la protection des individus. Pour faciliter ce

processus d'appel, les donateurs publics et privés, ainsi que les ONG, devraient initier un mécanisme de réunions régulières pour débattre de la manière d'accroître leur soutien à l'Etat de droit dans la région. (Voir *infra*, pour les détails de ce que pourrait être une approche "holistique".)

7. Développer un régime de protection des témoins

Les Etats devraient remplacer le système actuel de protection qui est un système *ad hoc*, à un système institutionnalisé. Les pays européens devraient travailler avec la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) au développement d'un tel régime de protection des témoins. Les pays qui donnent asile aux réfugiés de Tchétchénie et d'autres régions du Nord-Caucase devraient vérifier l'existence d'un régime d'inspection ou de surveillance avant de faire revenir les réfugiés. Les donateurs devraient travailler avec les ONG locales pour suivre la trace de ceux qui sont retournés en Tchétchénie.

Programmes spécifiques

8. Développer des programmes multidisciplinaires relatifs à l'Etat de droit

Les donateurs devraient développer des programmes d'ensemble destinés à soutenir de manière adéquate le secteur des ONG, former des juges, et, là où cela serait possible, des médiateurs. Pour le secteur des ONG, les salaires doivent être adéquats, des services de traduction doivent être fournis, et les donateurs, publics et privés, devraient développer, avec les ONG, un programme de protection pour les défenseurs des droits de l'Homme, comprenant hébergement et accès aux soins. Les actions de litige stratégique doivent continuer à être soutenues. Les programmes impliquant des juges doivent être axés sur les stratégies visant à résister à la manipulation. Le journalisme d'investigation et les médias indépendants doivent être perçus comme un élément crucial des programmes visant au développement de l'Etat de droit. Les efforts visant à mieux faire connaître et comprendre le droit international et le droit européen devraient constituer une priorité dans les écoles, les universités, et chez les autorités.

9. Accroître le soutien aux ONG

Les donateurs devraient accroître leur soutien financier et technique aux organisations locales et nationales de défense des droits de l'Homme, dans le Nord-Caucase et en Russie. Les donateurs devraient s'assurer de ce que les défenseurs aient les moyens financiers de subsister. Au-delà de la satisfaction des besoins immédiats, les donateurs devraient travailler avec les ONG pour accroître la capacité à agir de la prochaine génération d'activistes, en mettant l'accent sur la planification stratégique et l'aptitude à la communication. Les donateurs devraient être prêts à accorder leur soutien sur le long terme. Une réunion avec des consultants en communication pourrait constituer une première étape. De manière

spécifique: les consultants aideraient au développement des messages, au ciblage des “publics” visés, à la définition de la forme des publications, et à la dissémination des rapports. Une telle réunion explorerait aussi, sans doute, le recours à des médias alternatifs et à des stratégies de communication mettant à profit l’emploi de photos, de flux vidéo, et d’enregistrements sonores.

10. Former les journalistes d’investigation et soutenir le développement de médias alternatifs

Afin d’honorer Anna Politkovskaya et les autres journalistes qui ont donné leur vie au cours de leurs enquêtes en Russie, les donateurs devraient accroître leur soutien au journalisme d’investigation en Russie – un élément central dans la lutte contre la corruption et l’édification d’une société basée sur l’Etat de droit, dans laquelle la loi est respectée. Les donateurs publics et privés devraient travailler, avec les écoles de journalisme en Russie, en Europe, et aux Etats-Unis, à la mise en place d’une série de bourses portant le nom de Politkovskaya. Ces titulaires de “bourses Politkovskaya” se réuniraient deux fois au cours de leur année d’étude. Les donateurs devront également s’assurer que les journalistes trouveront un lieu d’accueil lors de leur retour en Russie, et soutenir la création de médias alternatifs – par exemple basés sur Internet – ainsi, peut-être, qu’une association des médias électroniques indépendants.

11. Soutenir l’existence de sources indépendantes d’information

Pour remédier au problème du manque de sources d’information, les donateurs devraient accroître leur soutien aux sources indépendantes d’information sur les développements au Nord-Caucase, tels que l’*Institute for War and Peace Reporting* (IWPR) et Noeud Caucasienn (*Kavkazkii Uzel*), qui existent déjà; et, là où c’est possible, promouvoir la création de nouvelles associations et de réseaux de médias indépendants.

12. Soutenir l’organisation de réunions du Groupe de travail sur le Nord-Caucase

Les trois réunions organisées depuis 2005 à la *Robert Bosch Stiftung* à Berlin ont rassemblé des experts de divers gouvernements et organisations internationales, des chercheurs russes de la nouvelle génération, et d’autres experts conduisant des recherches sur le Nord-Caucase. Ces réunions se sont avérées être exceptionnellement efficaces pour les acteurs intéressés, en ce qu’elles leur ont permis de débattre au fond avec la communauté des organisations non-gouvernementales – et vice-versa. D’autres réunions consacrées au Nord-Caucase pourraient être centrées sur: les enseignements et la définition des cibles prioritaires de divers conflits internationaux, comme, par exemple, les Balkans et l’Irlande du nord. Les thèmes de discussion comprendraient l’intervention économique, y compris le microcrédit et la reconstruction, ainsi que l’Etat de droit et les questions relatives à la justice de transition, telles que la réparation des liens entre communautés et autorités responsables de la sécurité, ainsi que le rôle des médias dans la réduction des conflits.

13. Soutenir les programmes d'éducation islamique

Les donateurs devraient soutenir la création de réseaux de jeunes et de professeurs du Nord-Caucase qui seraient de nature à les exposer à des exemples de programmes scolaires musulmans modérés provenant de divers pays du monde.

14. Soutenir les échanges de jeunes

Les donateurs peuvent contribuer à amoindrir l'isolement ressenti par les jeunes de la région du Nord-Caucase en créant et en soutenant des programmes d'échange dans diverses régions d'Europe et des Etats-Unis. Les donateurs devraient tirer profit des programmes existants en incluant, là où c'est possible, une composante "Nord-Caucase". Les donateurs pourraient, de plus, s'attaquer aux besoins des jeunes dans les zones de conflit armé en mettant en place des bourses d'études à l'étranger, et en développant des programmes d'aide substantielle aux universités et aux écoles de Tchétchénie et d'autres régions affectées par la violence (par exemple à travers des programmes de jumelage avec des universités et des écoles ailleurs en Russie, en Europe, ou en Amérique du nord). Ces programmes pourraient comprendre l'amélioration de l'accès à l'Internet, la distribution de textes universitaires, la fourniture de programmes scolaires et des matériels éducatifs associés, et le développement des bibliothèques, ainsi qu'un soutien moral et des conseils destinés au corps professoral et aux étudiants, à travers des tutorats exercés par des institutions partenaires. De tels programmes donnerait l'occasion aux jeunes du Nord- (et du Sud-) Caucase de rencontrer leurs homologues de toute la région, et non plus seulement ceux de leur voisinage, ainsi que des jeunes provenant d'ailleurs en Russie et d'autres pays.

15. Développer des programmes destinés aux jeunes qui soient basés sur l'identification ciblée de leurs besoins

Les donateurs devraient soutenir la conduite d'évaluations sérieuses visant à l'identification précise des besoins, afin de développer des programmes attractifs pour les jeunes du Nord-Caucase, et qui soient de nature à rompre leur isolement. Ceux-ci pourraient comprendre, entre autres, des sports d'équipe, des clubs de débats, et des journaux étudiants. Des projets de nature à développer les qualités de leadership devraient également en faire partie. Il serait utile de conduire des recherches de nature à identifier les besoins spécifiques et le vécu des jeunes filles et des jeunes femmes de la région. L'évaluation des besoins devrait être basée sur une combinaison d'entretiens en profondeur, de groupes cibles, et d'enquêtes faisant appel aux méthodes scientifiques modernes d'échantillonnage.

16. Traiter des implications de sécurité des violations des droits de l'Homme, de leur impunité, et de leur importance pour la région euro-atlantique

Les donateurs, les responsables politiques, et les ONG ont besoin d'une compréhension plus fine des conditions dans lesquelles des individus sont

conduits, dans ces régions, à la mobilisation sociale sous une forme violente. Un tel effort impliquerait également une meilleure compréhension, au sein de la Fédération de Russie et de la communauté euro-atlantique, des implications des violations des droits de l'Homme et de leur impunité, notamment lorsqu'elles affectent les efforts de contreterrorisme.

A propos de l'auteur

Sarah E. Mendelson dirige l'Initiative pour la sécurité et les droits de l'Homme du CSIS depuis janvier 2007. Elle est également *senior fellow* dans le cadre du programme Russie et Eurasie du CSIS. L'Initiative pour la sécurité et les droits de l'Homme, nouvellement créée, comporte deux axes: accroître le respect des droits de l'Homme et u droit international humanitaire à une époque marquée, dans la région euro-atlantique, par une priorité donnée à la protection des citoyens contre le terrorisme; et améliorer la mise en oeuvre des politiques destinées à lutter contre les trafics clandestins adoptées en 2004 par le Département américain de la défense, l'OTAN, et les Nations-Unies. Ses recherches actuelles en Russie comprennent des travaux en collaboration relatifs aux enquêtes d'opinion en Russie sur la démocratie, les droits de l'Homme, la Tchétchénie, et l'institution militaire, ainsi qu'un nouveau projet relatif au harcèlement sexuel dans les environnements professionnels et les institutions éducatives. Avant de rejoindre le CSIS en 2001, Mme Mendelson enseignait la politique internationale à la *Fletcher School of Law and Diplomacy*, université de Tufts. De 1997 à 2000, elle a dirigé une étude en collaboration, financée par la *Carnegie Corporation* de New York, évaluant l'impact de l'assistance occidentale à la démocratisation en Europe orientale et en Eurasie. De 1995 à 1998, elle était professeur associé à l'université d'Etat de New-York à Albany, et de 1997 à 1998, elle était chercheur associé résident au *Carnegie Endowment for International Peace*. De 1994 à 1995, elle faisait partie de l'équipe du bureau de Moscou du *National Democratic Institute*, où elle travaillait avec des activistes politiques russes. Elle a été chercheuse au *Center for International Security and Cooperation* de l'université de Stanford, et au *Center of International Studies* de l'université de Princeton. Mme Mendelson fait partie du conseil consultatif de *Human Rights Watch* et du comité de rédaction de *International Security*, et elle est membre du *Council on Foreign Relations*. Elle a témoigné devant le Congrès et est apparue de nombreuses fois sur NPR, la BBC, et CNN. Elle a publié dans le *Washington Post*, le *Globe and Mail* (Toronto), *Foreign Affairs*, et *Survival*, ainsi que dans de nombreuses autres revues scientifiques. Elle est l'auteur de *Changing Course: Ideas, Politics and the Soviet Withdrawal from Afghanistan* (Princeton, 1998); a co-dirigé *The Power and Limits of NGOs: Transnational Networks and Post-Communist Societies* (Columbia, 2002); et est l'auteur de *Barracks and Brothels: Peacekeepers and Human Trafficking in the Balkans* (CSIS, 2005). Mme Mendelson a reçu son B.A. en histoire à l'université de Yale en 1984, et son Ph.D. en science politique à l'université de Columbia en 1993. Elle est également titulaire d'un certificat du *Harriman Institute*.

